



# Rapport d'activité Rapport d'activité

# 2018

**Interpeller,  
mobiliser,  
agir**  
*pour les  
populations  
rurales en  
zones arides*



Conception et mise en page : CARI / Géraldine Allemand. Production CARI 2019. Photos couverture : Rascaprod / Etienne Ramousse. Photos p.3 : Rascaprod / Etienne Ramousse, CARI / Géraldine Allemand. Photos p.4, 5, 20 et 21 : Rascaprod / Etienne Ramousse. Photos p.29 : CARI.





**EDITO** **p.4**

**LE CARI** **p.6**

Une association à vocation d'aide au développement

**VIE DE L'ASSOCIATION** **p.8**

Retour sur les activités dédiées aux 20 ans du CARI !

**4 AXES DE TRAVAIL** **p.13**

Le CARI se base sur quatre thématiques fortes pour développer ses activités



- Développement durable des oasis p.14
- Lutte contre la désertification au Sahel p.18
- Accompagnement des acteurs français p.22
- Agroécologie p.24

**BUDGET ET ORGANISATION** **p.10**

Point budgétaire et financier



- Centre de ressources dédié à la lutte contre la désertification p.7
- Rencontre débat de haut niveau à l'Agence française de développement p.8
- Journée de sensibilisation à l'agroécologie dans l'Hérault p.10





## Edito

### 1998 - 2018. Vingt ans d'action pionnière au service de la terre, de l'agroécologie, des oasis...

L'année 2018 aura marqué le 20<sup>ème</sup> anniversaire du CARI en tant qu'ONG née et développée à Viols le Fort, dans ce petit village de l'Hérault aux portes de Montpellier et caractérisé par nombre de ses habitants venus s'installer ici en milieu rural par choix plutôt que par obligation, et cultivant localement un esprit d'indépendance et souvent pionnier. Ceux qui ont constitué le CARI, étaient déjà impliqués dans la naissance de ce qui deviendra les Systèmes d'échanges locaux à base de monnaies locales (SEL) en France, pour la plupart aussi des pionniers de l'agriculture biologique et initiateurs des « paniers solidaires » eux-mêmes précurseurs des AMAP ou encore initiateurs des prémisses des dynamiques d'installation à la terre non aidées... Ils ont porté à l'international les propositions de l'agroécologie qui réunit beaucoup de ces préoccupations.

*Les terres constituent une ressource indispensable pour la vie et le développement des populations, mais aussi un élément contributif essentiel aux équilibres environnementaux majeurs : climat, biodiversité.*

En s'impliquant dès ses origines (1996) dans la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), le CARI a choisi la terre et la lutte contre la dégradation des terres comme fondement de son engagement. Les terres constituent une ressource indispensable pour la vie et le développement des populations, mais aussi un élément contributif essentiel aux équilibres environnementaux majeurs : climat, biodiversité.



Dans ce cadre, il a pu concrétiser l'indispensable articulation entre acteurs à la base et décideurs impliqués dans le processus international en tissant un réseau relationnel multi-acteurs, aujourd'hui sa marque de fabrique. En effet, plutôt que l'action individuelle, il a choisi de contribuer à une place de « partie prenante » de la société civile en l'organisant

par la création, la participation et souvent l'animation de réseaux internationaux d'acteurs au Sahel (ReSaD), au Maghreb (RADD0), au niveau global (Drynet). Au cours de l'année 2018 et de plusieurs événements dans l'Hérault et à Paris dans les locaux de l'Agence Française de développement (AFD), il aura été possible de mettre en évidence le chemin parcouru de ces vingt années pionnières au service de l'agroécologie confortées encore par la création du Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE) en 2015. Mais aussi de son engagement également visionnaire au service des écosystèmes oasiens, ainsi que de son indéfectible attachement à la reconnaissance et la participation de la société civile, et notamment les succès obtenus dans ce domaine au sein de la CNULCD.

A l'écoute des fracas du monde, la voix du CARI peut paraître dérisoire, elle est néanmoins indispensable « au moins pour les vingt ans à venir » comme le stipulait Monique Barbut, ancienne Secrétaire exécutive de la CNULCD, le 16 octobre 2018 à l'AFD.

**Patrice Burger**, Président du CARI

2018 a été l'étape finale dans la construction de l'organisation interne du CARI qui doit lui permettre de poursuivre son action de façon plus efficiente. Le CARI est donc géré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 autour d'un directeur général (C. Brossé) appuyé par une directrice des programmes (A. Derkimba) et une directrice de la communication (G. Allemand). Cette équipe de direction est accompagnée par de nouvelles recrues, parmi lesquelles Manon Albagnac en tant que chargée de projet Sahel Désertification (anciennement volontaire au Burkina Faso) et Mathilde Bourjac au

poste de chargée de projet Oasis, qui succède à Jean-Batiste Cheneval qui a quitté le CARI en fin d'année 2018. Un poste de responsable administratif et financier vient renforcer l'équipe depuis juillet 2017, mais de nombreux changements ont eu lieu sur ce poste, ne permettant pas encore aujourd'hui d'avoir l'effet attendu. Comme chaque année, le CARI a pu aussi compter sur une équipe de quatre volontaires internationaux dans les pays d'actions et de jeunes en service civique ou stage dans les bureaux de Viols le Fort.

Tout ceci a fait de l'année 2018 une année forte en ressources humaines afin de pouvoir assurer les différents chantiers qui s'engagent. Car l'année 2018 a été aussi forte en renouvellement ou développement de nouveaux projets qui devraient permettre au CARI de poursuivre son action de façon relativement sereine sur les deux prochaines années. Ceci va permettre au CARI de construire avec ses partenaires dans les pays des actions au plus près du terrain et rééquilibrer ses deux volets d'interventions : la mobilisation de la société civile (à travers l'animation des différents réseaux, largement majoritaire au CARI ces dernières années) et l'action auprès des organisations communautaires de base, trop faiblement développée aujourd'hui.

**Christophe Brossé**, Directeur général





© Rascaprod / Etienne Ramousse

## LE CARI, UNE ASSOCIATION À VOCATION D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le CARI est une association de solidarité internationale qui intervient depuis 1998 auprès des populations rurales du pourtour saharien. Ses pays d'actions sont l'Algérie, le Burkina Faso, la France, le Maroc, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie.

Le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) a une vocation d'aide au développement en appuyant la petite agriculture comme rempart aux crises alimentaires et comme levier de développement. Ses actions sont principalement orientées vers la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en zones arides.

L'association mène à la fois des actions sur le terrain auprès des populations rurales et plaide à l'international la nécessité d'une agriculture durable basée sur les principes de l'agroécologie. Cette approche du développement vise l'économie et l'autonomie des populations, en particulier dans le domaine rural et agricole, en conciliant les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable.

Dans le souci de mutualiser les expériences utiles et de renforcer les capacités des acteurs amenés à travailler

ensemble, le CARI s'appuie sur les principes majeurs que sont l'accompagnement, l'échange et la capitalisation avec les acteurs au Sud, aussi bien dans les domaines techniques qu'organisationnels.

Acteur de la société civile reconnu à travers les réseaux qu'il coordonne (GTD, ReSaD, RADD0), le CARI s'est positionné auprès de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification pour accompagner et faire entendre la voix des populations rurales en zones arides. Également impliqué dans des projets de terrain en matière de gestion durable des terres avec ses partenaires, le CARI tire sa force dans sa capacité à faire le lien entre les actions de développement dans les territoires, l'organisation des acteurs et l'interpellation des décideurs à différentes échelles.

### En savoir plus



*Découvrez le projet associatif du CARI en ligne*

[www.cariassociation.org/Qui-sommes-nous/Notre-approche](http://www.cariassociation.org/Qui-sommes-nous/Notre-approche)



© Etienne Ramousse

## **CENTRE DE RESSOURCES DÉDIÉ À LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION**

Le CARI met en ligne un centre de ressources dédié à la lutte contre la désertification. Il centralise et met à disposition l'ensemble des informations dont il dispose liées à la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

Afin de faciliter vos recherches, plusieurs outils vous sont proposés : une cartographie et un centre de ressources intégrant des publications et un annuaire des acteurs du domaine.

Ce centre de ressources se veut collaboratif et s'enrichira progressivement de nouvelles données. Il est mutualisé entre plusieurs réseaux de la société civile (RADD, GTD, ReSaD), tous actifs dans le domaine de la gestion durable des terres.

### **RGPD... VOUS EN AVEZ SÛREMENT DÉJÀ ENTENDU PARLER, CELA NOUS CONCERNE AUSSI !**

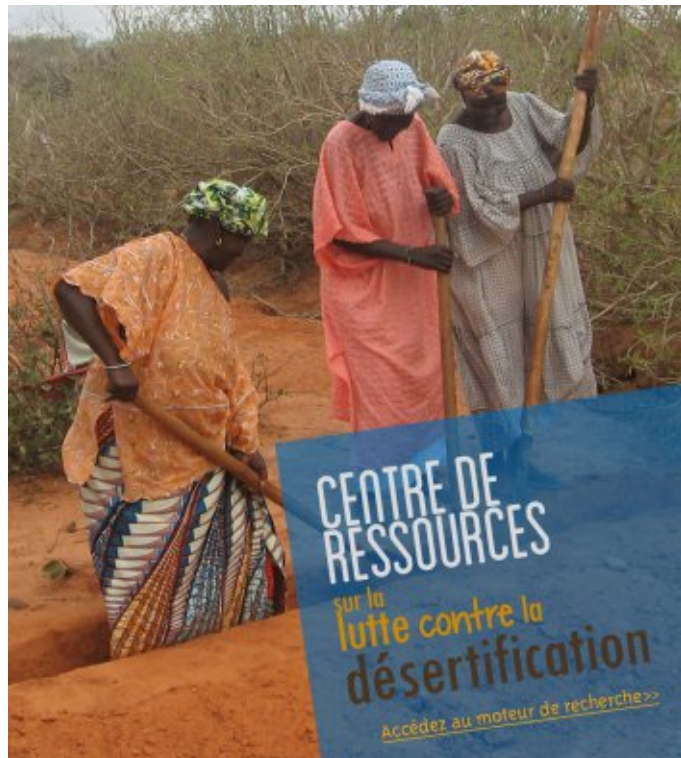
Depuis le 25 mai 2018, le nouveau Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'Union européenne est entré en vigueur. Il a pour vocation de mieux protéger les données des internautes, renforcer leurs droits et de leur donner plus de visibilité sur les données transmises.

Vous trouverez ci-dessous quelques points clés à retenir, en ce qui concerne notre utilisation des données personnelles :

- Le type de données que nous pouvons être amenés à utiliser se résume aux prénom/nom, email, téléphone, adresse professionnelle et fonction ;
- Les données sont conservées et peuvent faire l'objet de modifications conformément à la législation en vigueur, à l'occasion d'une mise à jour annuelle ou sur demande ;
- Notre base n'est en aucun cas louée ou vendue à des tiers et n'est JAMAIS l'objet d'une commercialisation,

Par ailleurs, son traitement est sécurisé et confiné à un réseau interne.

La protection des données personnelles fait partie de nos préoccupations majeures. Chaque internaute est libre d'exercer à tout moment un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de consentement en écrivant à [contact@cariassociation.org](mailto:contact@cariassociation.org).



**En savoir plus**



[www.cariassociation.org/Centre-de-ressources](http://www.cariassociation.org/Centre-de-ressources)



© CARI / Géraldine Allemand

## VIE DE L'ASSOCIATION

En 2018, le CARI a 20 ans ! Pour fêter ça, l'association a disséminé tout au long de l'année différents événements en direction du grand public et de ses partenaires internationaux.

### RENCONTRE DÉBAT DE HAUT NIVEAU À L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Parmi les événements organisés en 2018 : une rencontre débat de haut niveau intitulée " 20 ans du CARI au service de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Quelle place de la société civile et quel rôle des autorités locales au Sud?". Retour sur cette journée du 16 octobre 2018...

Animée par Anne Cécile Bras, journaliste et animatrice de RFI, cette rencontre a débuté avec un panel d'experts de la lutte contre la désertification : Monique Barbut (Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification - CNULCD), Xavier Sticker (Ambassadeur français interministériel pour l'environnement), Sylvestre Tiemtoré (Coordonnateur du SPONG), Nabil Ben Khatra (Coordinateur de programme à l'Observatoire du Sahara et du Sahel - OSS) et Patrice Burger (Président du CARI).

Cette première partie, ouverte par Valérie Huguenin, Responsable adjointe à la Division des partenariats avec les Organisations de la société civile de l'AFD, a permis de faire un rappel historique sur l'implication du CARI et de ses partenaires dans la lutte contre la désertification. Patrice Burger a ainsi rappelé que l'implication du CARI en zones arides est ancrée fortement dans ses origines, avec entre autres dès 1998, le développement des pratiques agroécologiques dans le Nord Mali et dans les oasis tunisiennes. Le Président de l'ONG a ensuite expliqué son action au sein de la CNULCD, en lien avec les réseaux de la société civile dont le CARI a été à l'origine et à la coordination, afin d'organiser les sociétés civiles du Sud et de les renforcer dans le but d'améliorer leurs actions sur le terrain ainsi que leurs actions de plaidoyer auprès des décideurs, locaux, nationaux et internationaux.

Par la suite, le Panel a abordé les enjeux de la lutte contre la désertification, démontrant à tour de rôle l'importance

des terres, pas uniquement en lien avec les questions de la lutte contre la désertification, mais également face au changement climatique et à la préservation de la biodiversité. Il a été notamment démontré que ne rien faire en matière de restauration des terres dégradées a un coût plus important que d'agir sur cette question. De plus, restaurer les terres permet également de lutter contre le changement climatique en séquestrant le carbone dans les sols.

Par rapport à ces enjeux, le Panel a abordé les différentes initiatives et actions mises en place ces dernières années comme l'Initiative Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, l'initiative 3S (Sustainability, stability and security), l'initiative 4/1000, l'Alliance verte pour le Sahel, ou encore le fonds Land degradation neutrality (LDN), autant d'initiative lancées afin de répondre aux enjeux croissants des zones arides et démontrant ainsi un intérêt fort sur la question des terres comme vecteur à la fois de développement et de sécurité.

La seconde partie de la rencontre s'est construite sur un exemple concret d'action en direction des collectivités locales du Sud. Pour le CARI, il est important de remettre la notion de territoire au coeur des projets de gestion durable des terres. Lorsqu'il est question de gestion durable des terres, on parle de territoire et par conséquent, de gestion de ce territoire. Ce point a notamment pu être développé par Sylvain Berton, Directeur des opérations à Agrisud International et administrateur du CARI. Les collectivités territoriales sont les acteurs principaux des territoires, avec une responsabilité confirmée pour la plupart des pays mais des moyens humains et financiers qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Pour accompagner ces collectivités locales dans ce mandat qui est le leur, et pour les aider à inclure la

### En savoir plus



[www.cariassociation.org/Actualites/20-ans-d-actions-dediees-a-la-lutte-contre-la-desertification](http://www.cariassociation.org/Actualites/20-ans-d-actions-dediees-a-la-lutte-contre-la-desertification)



question de la gestion durable des terres, le CARI avec ses partenaires du ReSaD, du RADD, de Drynet, et avec l'appui du CIEDEL, a élaboré un module de form'action au montage de projet de gestion durable des terres au profit des collectivités locales du Sud. Cette action a été réalisée dans le cadre du projet Fleuve, porté par le Mécanisme mondial de la CNULCD et financé par l'Union européenne sur 5 pays sahéliens (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

Lors de cette rencontre, Adeline Derkimba, Co directrice en charge des programmes du CARI, a présenté la form'action et le processus d'élaboration des contenus et outils pédagogiques. Fama Touré, de l'Agence régionale de développement de Louga (Sénégal), a ensuite présenté la mise en œuvre de cette form'action qui s'est tenu à Sakal, au Sénégal, ainsi que le micro projet que la commune a pu monter à la suite de cette form'action. Un film a également été diffusé synthétisant les réactions des participants tout au long du processus de form'action, ainsi que des formateurs. Il met en lumière leur intérêt pour cet outil qui, de leur propre témoignage, permet de définir un projet basé sur LEURS idées.



© Etienne Ramousse



© CARI / Géraldine Allemand

Des perspectives de déploiement de l'outil ont été discutées pour clôturer cette session, qui s'est ensuite prolongée autour d'un temps de partage convivial en début de soirée.

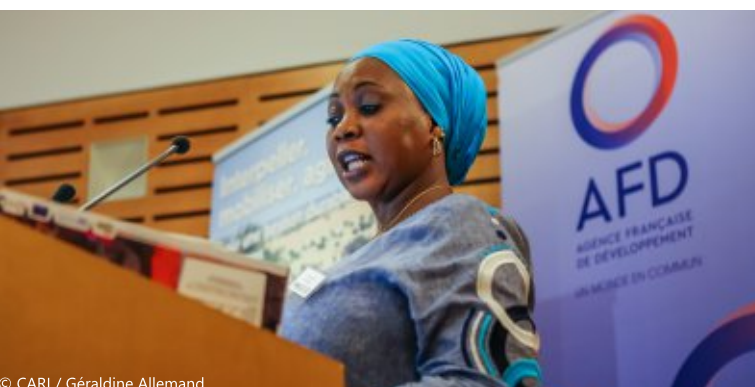
### UN PLATEAU RADIO DÉDIÉ !

RFI s'est installé pour une matinée dans les locaux de l'AFD dans le cadre des 20 ans du CARI. Écouter l'émission C'est pas du vent – RFI directement sur notre centre de ressources !

### PAROLES DE NOS PARTENAIRES

A l'occasion de ses 20 ans, le CARI a interviewé ses partenaires historiques... **Découvrez la totalité de ces témoignages sur notre chaîne Youtube :**

- Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
- Boubacar Cissé, Responsable de l'unité de coordination régionale Afrique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
- Luc Gnacadja, Ancien Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et ancien Ministre de l'environnement au Bénin...



© CARI / Géraldine Allemand



© CARI / Géraldine Allemand



© Etienne Ramousse

### Téléchargement



#### Module de form'action

- Module de form'action : principes et démarche
- Module de form'action : fiches supports
- Brochure de présentation du module
- Film de présentation, version complète (25min)

[www.cariassociation.org/Publications/Module-de-form-action-Principes-et-demarche](http://www.cariassociation.org/Publications/Module-de-form-action-Principes-et-demarche)

#### Emission radio RFI

[www.cariassociation.org/Publications/La-lutte-contre-la-desertification-un-enjeu-sous-estime](http://www.cariassociation.org/Publications/La-lutte-contre-la-desertification-un-enjeu-sous-estime)

1998 - 2018

## 20 ANS AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

20 ans

### Téléchargement



- 1998 - 2018 : 20 ans au service de la lutte contre la désertification
- 20 ans d'agroécologie de coeur et de raison
- 20 ans de plaidoyer pour la lutte contre la désertification

### UNE COLLECTION À TÉLÉCHARGER

Pour ses 20 ans, le CARI a fait le choix de capitaliser sur son expérience et revient au travers de 3 courtes publications sur ces axes d'actions qui ont fait sa spécificité : l'agroécologie, le plaidoyer et la mise en réseau d'acteurs.

### JOURNÉE DE SENSIBILISATION A L'AGROÉCOLOGIE DANS L'HÉRAULT

A l'occasion de ses 20 ans, le CARI a organisé le samedi 26 mai, une journée "anniversaire et retrouvailles" avec ses membres, sympathisants de l'association et amis, dont Marc Dufumier, agronome et professeur Emerite à AgroParisTech.

Au programme : balade dans la garrigue, atelier d'initiation à l'agroécologie, repas festif et concert gratuit. Un grand merci à tous pour votre présence ! Un soleil magnifique au rendez-vous n'a fait qu'embellir la journée.

Le matin, une randonnée a été menée par un guide professionnel, Martial Acquarone, maître charbonnier et passionné du patrimoine de ce territoire. C'est environ une vingtaine de personnes qui ont suivi un itinéraire buissonnier d'une dizaine de kilomètres dans la garrigue avoisinante menant de Viols le Fort au Mas de Cazarils par le chemin des drailles, les tombes néolithiques et les haltes aux panneaux des parcours d'interprétation du paysage déjà en place. Entre rappels de botanique,



explications de traces d'activités humaines, invocations historiques et compréhension de ce territoire fruit des transformations humaines, le chemin fut court jusqu'au mas de Cazarils et le partage d'un repas tiré du sac. Le trajet a également permis de rappeler toute l'histoire et le travail du CIEPAD sur ce territoire avant que le CARI ne lui succède dans sa dimension internationale.

L'après-midi, les habitants de Viols le Fort ont également été invités à participer à des ateliers d'initiation aux pratiques et techniques agroécologiques.

En collaboration avec les parents d'élèves de l'école élémentaire, le CARI avec deux de ses experts, Alain Catherine et Robert Morez (tous deux agroécologistes chevronnés pratiquant depuis 40 ans), ont mis en place 4 ateliers :

- Constitution d'une butte de culture « des fondations aux plantations »,
- Découverte des principes du compostage,
- Initiation au lombricompostage de jardin ou de balcon,
- Participation des enfants au « Petit Jardin des

Écoliers » : semis et plants dans des bouteilles plastiques recyclées.

Les participants, tout en collaborant à la construction de la culture sur butte, ont apprécié la pédagogie et l'humour des intervenants, l'un complétant agréablement et utilement l'autre. Plusieurs partenaires du CARI dont le Président d'Agropolis International, la présidente de la Maison du Tiers Monde et de la solidarité internationale, des membres du Conseil Municipal... ont partagé ce moment dans le tout nouveau jardin de l'école de Viols le Fort.

La journée s'est terminée par un magnifique repas préparé par un ami de longue date du CARI, Habib Haider, qui a tenu à faire partager les saveurs de son pays natal, l'Afghanistan.

A cette occasion un hommage particulier du CARI été rendu par le Président Patrice Burger à trois fondateurs toujours membres du Conseil d'administration : Françoise Boutonnet, Alain Catherine et Robert Morez en rappelant quelques anecdotes croustillantes.

La soirée s'est poursuivie avec un concert gratuit ouvert à tous avec le groupe Mundivago entraînant chacun dans la danse et toute l'équipe du CARI sur la scène !



▲ 3 des fondateurs du CARI  
De gauche à droite : Alain Catherine,  
Françoise Boutonnet et Patrice Burger.



"L'année 2017 n'a pas échappé aux violences répétées sous diverses formes, sous toutes les latitudes, y compris en France dans une actualité entremêlée d'informations sur les frasques des célébrités du moment, des résultats sportifs, des faits divers qui banalisent les anomalies, pendant que d'inquiétants bruits de bottes se font aussi entendre ici ou là. Selon les scientifiques, la constante dégradation des ressources naturelles et du climat ont atteint des seuils de non-retour. Faut-il seulement s'y résoudre ou tenter d'en infléchir le cours ? Si modeste soit-il, c'est une des questions qui se situe au cœur des engagements du CARI." Mot du Président du CARI à l'occasion de l'ouverture du concert, Patrice Burger.



## MOMENTS FESTIFS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

### ... EN PARTENARIAT AVEC UN FESTIVAL LOCAL

Se situer à bonne distance du phénomène de globalisation afin de conserver toute sa singularité. Voilà pourquoi le CARI s'est basé à Viols-le-Fort, village d'à peine 1500 âmes... Pour fêter ses 20 ans, l'association s'allie au Festival CHAP, événement emblématique du village.

C'est en 1998 qu'est né le CARI, à Viols-le-Fort. Un défi pour ses fondateurs mais surtout un choix. Leur volonté ? Développer une action dans ce village languedocien, loin du tumulte des grandes villes. Pari réussi : l'association fête ses 20 ans !

A cette occasion, le CARI s'est allié avec plaisir au programme d'une autre association locale : le CHAP, qui organise chaque année depuis 12 ans, le festival incontournable du village. Festival des arts du cirque, il a rassemblé du 20 au 29 avril 2018 tout un panel d'artistes, sous le signe de la bonne humeur, la convivialité et la simplicité.

Intégré dans le programme du CHAP, le CARI a proposé de partager un moment d'échange et de découverte le jeudi 26 avril autour de son témoignage de 20 années d'engagements : "Une graine germée en Afrique et levée à Viols-le-Fort", précédée de deux projections sur le thème de "l'agroécologie et le territoire" : L'homme qui plantait des arbres de Jean Giono et "Yacouba, l'homme qui arrêta le désert".

### ... A L'OCCASION D'UN CONCERT MALIEN

Le 28 septembre à partir de 19h00, l'équipe du CARI a invité les habitants du département à venir partager un moment convivial à Viols en Laval (34), au Théâtre de Verdure. Au programme : concert du groupe Imidiwen, rencontre avec les artistes, témoignages et débats.

Cette rencontre a été organisée en collaboration avec l'association Sports-Loisirs-Convivialité de Viols en Laval. Un grand merci à eux !



### IMIDIWEN "ACHIKA ELRAFJET", DEMAIN LA PAIX !

Imidiwen est né en 2001 dans les campements touaregs de l'Adrar des Iforas à l'extrémité nord du Mali. Imidiwen c'est une composition de quatre artistes maliens et six français, pour un métissage musical alliant la culture méditerranéenne et les traditions touarègues du blues du désert.

Ils reviennent en France pour continuer à mettre en musique leur histoire commune, pour risquer ensemble la réunion de l'immensité poussiéreuse du désert et de notre chaleur méditerranéenne. Une histoire d'aller et de retour, d'énergie festive en intimité poétique, une histoire de vie. « Achika Elrafjet » Demain la Paix ! relate les inspirations musicales de la grande caravane rouge-blanche-noire à travers l'Afrique de l'Ouest en 2015 et 2017.



# LES PROGRAMMES DU CARI ORGANISÉS EN 4 AXES THEMATIQUES

## DÉVELOPPEMENT DURABLE DES OASIS

Le CARI a été précurseur sur la question oasienne, et compte bien le rester en poursuivant et renouvelant le travail engagé sur le pourtour saharien, en favorisant la concertation entre associations oasiennes, en contribuant au partage et à la capitalisation d'expériences, en coordonnant un plaidoyer international pour favoriser la sauvegarde des oasis, un patrimoine hors du commun... Pour cela, le CARI coordonne le RADD0, et contribue à plusieurs projets dans la sous-région : Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie...



## LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION AU SAHEL

L'intervention du CARI au Sahel s'inscrit dans une volonté d'améliorer, dans cette zone particulièrement fragile, la situation des populations rurales dans les franges arides. Dans un contexte où de nombreuses ONG sont déployées, le CARI se caractérise par une volonté d'améliorer la structuration de ce milieu associatif autour de la thématique de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Dans cette optique, le CARI coordonne le ReSaD et agit ponctuellement dans le cadre de collaborations bilatérales au Niger et au Burkina Faso.



## ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS FRANÇAIS

Le CARI se positionne en France comme un accompagnateur de structures françaises, qu'il s'agisse d'associations ou de collectivités locales, afin de les aider dans le montage et le déploiement de leur projet d'une part, mais aussi afin de les fédérer sur des thématiques phares dont celle de la désertification. Ainsi, le CARI anime le Groupe de Travail Désertification, l'antenne méditerranéenne du pS-Eau, et collabore étroitement avec Occitanie coopération et Agropolis international.



## AGROÉCOLOGIE

La thématique de l'agroécologie est portée par le CARI depuis sa création. A travers des projets de terrain tout d'abord, puis de formation et d'échanges d'expériences. Aujourd'hui, le CARI souhaite profiter d'un projet d'envergure en finalisation de préparation pour redynamiser cette thématique et lui donner le poids qu'elle mérite lorsque l'on s'intéresse aux zones arides. A travers le projet AVACLIM à venir, à travers ses collaborations avec le GTAE et d'autres partenaires impliqués sur cette thématique, le CARI entend donc poursuivre son engagement en faveur de l'agroécologie.

Ces 4 axes thématiques, comme précisé dans le texte, se déclinent à travers une logique d'intervention du CARI qui vise non pas à faire à la place des organisations locales, mais plutôt à les accompagner dans leurs actions.

Ainsi, le CARI cherche à favoriser le travail en réseau pour les organisations, le renforcement de capacité à travers l'échange d'expériences et la capitalisation, et la prise de conscience des décideurs sur des thématiques qui sont dès aujourd'hui, au cœur des enjeux de demain...



## DEVELOPPEMENT DURABLE DES OASIS

### PROJET TERO

Le projet TERO vise à renforcer la résilience des communautés locales du Maroc, de Tunisie et de Mauritanie face aux risques liés au changement climatique, en impliquant de jeunes volontaires locaux, qui seront soutenus dans une prochaine phase de projet par des volontaires de l'UE. Pour cela, le projet accompagne et renforce les structures partenaires (membres du RADD0) pour pouvoir accueillir des volontaires dans leurs projets, leurs activités et leur gouvernance. L'idée est que les volontaires deviennent des relais pour atteindre les communautés locales et sensibiliser le public aux actions préventives et à la participation des citoyens à la lutte contre les impacts du changement climatique.

Dans cette première année du projet, le CARI a eu la charge de coordonner une étude sur la jeunesse oasienne et son engagement dans les 3 pays. Un travail d'enquête a été réalisé auprès d'une dizaine de jeunes par pays, sur la base de termes de références construits collectivement, dont les résultats ont été analysés par le CIEDEL, partenaire du CARI pour ce projet. La finalisation et la publication des résultats de l'enquête sont prévus pour 2019.

### Zoom sur le projet



*Titre : TERO, Territoires Engagés pour la Résilience des Oasis*

*Période : Mars 2018 - Décembre 2019*

*Budget : 768 215 €*

*Bailleurs : Union Européenne*

*Porteur de projet : France Volontaire*

*Partenaires : CARI, FOCSIV, AOFEP, l'ASOC et Tenmiya*

## Téléchargement



- **Collection de vidéos : Qu'est-ce que le volontariat international ?**

Témoignages de nos VSI en Mauritanie, en Algérie et en Tunisie.

- **Etude sur l'implication des jeunes oasisiens dans le développement rural de leur territoire accompagnée d'une synthèse et d'une infographie**

## PROGRAMME D' ACTIONS CONCERTÉES DES OASIS - PACO 4

Depuis 2010, l'AFD soutient le RADDO par le financement d'un programme de renforcement du réseau sous la forme du Projet d'Actions Concertées des Oasis, ou PACO.

L'objectif du projet est de promouvoir le développement durable des oasis du Maghreb en sauvegardant son patrimoine. Cela se décline en différents volets que sont la consolidation du réseau, le renforcement des capacités des organisations de la société civile et l'appui au recueil et la diffusion de pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Aujourd'hui, la troisième et dernière phase du projet a pour vocation de renforcer l'ancrage territorial du réseau. Pour cela de nombreuses activités sont réalisées avec pour objectif la mobilisation de la société civile. Il s'agit d'activités de recensement, de rencontres d'acteurs, d'échanges nationaux et internationaux d'expériences, et de formations des associations oasisiennes. Cela permet de créer une forte dynamique d'échanges entre les associations oasisiennes des pays concernés ; à savoir l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Dans chacun de ces pays l'association point focal du RADDO est en charge de l'animation du réseau au sein de son territoire national et de la réalisation des activités du projet. Les points focaux sont appuyés par le CARI qui assure un rôle de coordination internationale du réseau.

En sus des activités de renforcement des capacités, le projet vise aussi à appuyer des réalisations concrètes de terrain notamment par le financement de microprojets ou la mise en place d'un dispositif sur les bonnes

## Téléchargement



- **Réchauffement climatique, lutte contre la dégradation des terres et développement : pourquoi les oasis font partie de la solution ?**

Un document rédigé par le RADDO pour présenter un bref contexte de l'agriculture oasisienne et quel rôle elles peuvent avoir dans la lutte pour la dégradation des terres et le réchauffement climatique.



pratiques oasisiennes. Ce dispositif est porté au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie dans le cadre d'un projet financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) qui est un cofinancement du PACO. Un autre cofinancement est le projet DevOasis en Algérie, financé par l'Union Européenne. Ces deux autres projets seront détaillés par la suite.

## Zoom sur le projet



**Titre :** Projet d'Action Concertée des Oasis 4 (PACO 4)

**Période :** Septembre 2017 à Août 2020

**Budget :** 1 400 000 €

**Bailleurs :** Agence Française du Développement

**Porteur de projet :** CARI

**Partenaires :** L'AOFEP, l'APEB, l'ASOC et Tenmiya



## PROJET DE GESTION ADAPTATIVE DES OASIS DU MAGHREB

Le projet de Gestion Adaptative des Oasis du Maghreb, porté en partenariat par la FAO et le RADD0, a été un moteur important pour les activités menées par le réseau sur cette année 2018. La gestion adaptative se veut un modèle de réponse évolutif, au regard de l'évolution des sociétés et de la nature, face aux changements qu'elles connaissent et subissent. Le projet vise donc à améliorer, développer et soutenir la surveillance des écosystèmes oasiens et leur gestion adaptative. Pour se faire des organisations de la société civile oasienne et des institutions nationales au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie se sont rejointes pour travailler de concert sur les différents axes du projet :

- Le renforcement des techniques de suivi des systèmes de production ;
- Le recueil et de la dissémination de bonnes pratiques oasiennes ;
- La sensibilisation des décideurs politiques et décideurs sur les agroécosystèmes oasiens et les outils de leur gestion adaptative.

Le RADD0, et le CARI, ont eu un rôle majeur dans la mise en place des deux derniers axes. Une démarche à deux échelles a été mise en place, tout d'abord par un travail

au niveau national qui a permis de travailler ensuite à l'échelle régionale du Maghreb au travers d'une concertation entre l'ensemble des acteurs pour une consolidation des résultats nationaux et l'obtention de résultats communs.

### Zoom sur le projet



*Titre : Projet de Gestion Adaptative des Oasis du Maghreb*

*Période : Janvier 2017 à Décembre 2019*

*Budget porté par le RADD0 : 161 000 €. Budget global du projet FAO : USD 8,041,484*

*Bailleurs : Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF)*

*Porteur de projet : FAO et RADD0*

*Partenaires : Au Maroc l'AOFEP point focal du RADD0 et l'Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et l'Arganier (ANDZOA). En Mauritanie Tenmiya point focal du RADD0 et le Ministère de l'Agriculture. En Tunisie l'ASOC point focal du RADD0 et le Centre Régional de Recherches en Agriculture Oasienne (CRAAO)*



Sur les trois pays, un total de plus de 60 fiches bonnes pratiques sur les thématiques de l'eau, de la gestion des ressources naturelles, la valorisation des produits et la gouvernance ont été recueillies et rédigées. Parmi celles-ci 33 fiches issues de différents pays ont été sélectionnées par l'ensemble des parties prenantes pour être partagées et diffusées nationalement et internationalement.

En parallèle de ce travail sur les bonnes pratiques, une stratégie de plaidoyer nationale pour la gestion adaptative des oasis a été définie dans chacun des pays. Ces stratégies nationales ont permis d'alimenter une stratégie à visée internationale. Leur mise en œuvre devrait être lancée à partir de l'année 2019.

## Téléchargement



- **Collection de 60 fiches "Bonnes pratiques oasiennes" classées par pays et par thématiques : Gouvernance, Gestion des ressources naturelles, Eau et Valorisation.**

## DEVOASIS - PROJET D'APPUI AUX ACTEURS LOCAUX POUR UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DES OASIS DU SUD ALGÉRIEN

Ce projet est mené dans le cadre du Programme d'action pilote pour le développement rural et l'agriculture, initié entre la délégation de l'Union européenne en Algérie et l'Etat algérien. Son budget s'élève à 312 860 €.

Basées à Beni Isguen et à Lagouat, les associations APEB et El Argoub, appuyées par le CARI, mettent en œuvre un ensemble d'activités visant à renforcer les capacités des acteurs de la société civile oasienne, à appuyer leur organisation en réseau et à développer des filières de productions agricoles.

Pour se faire, un recensement des associations existantes dans le sud algérien, et une étude sur les oasis en Algérie sont réalisés afin d'avoir un état des lieux du contexte oasien dans le pays. Au-delà du renforcement de la connaissance sur les oasis un appui aux associations pour leur structuration est mis en œuvre au travers de formations à la gestion de projet, à la recherche de financements ainsi qu'à la gestion organisationnelle et financière. Par ailleurs, des formations techniques sont dispensées aux acteurs locaux ; hommes, femmes et jeunes, sur l'agroécologie, l'économie sociale et solidaire et la valorisation des produits oasiens pour contribuer au développement économique de cette région.

Outre ce volet opérationnel, le projet vise aussi à renforcer le plaidoyer pour les oasis algériennes afin d'influer les décideurs politiques. En ce sens une formation au plaidoyer a été dispensée en 2018 par le président du CARI, en tant qu'expert, auprès des associations locales et de l'APEB et El Argoub.



© CARI



© Manon Maunoir / CARI



© CARI

Cette formation a permis aux acteurs locaux de consolider une stratégie de plaidoyer nationale pour les oasis en Algérie.

## Téléchargement



- **Film « Présentation du projet Dev Oasis »**

Il s'agit d'un film réalisé par l'APEB qui présente le projet DevOasis par le témoignage de plusieurs acteurs et la présentation de certaines activités réalisées au début du projet, et notamment l'atelier de lancement.

- **Première newsletter dédiée au projet**



## LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION AU SAHEL

© SPONG

Dans les pays du Sahel, le CARI intervient sur les questions de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres.

En partenariat avec des organisations nationales, entre autres au sein du Réseau Sahel Désertification (Burkina Faso, France, Mali et Niger), le CARI accompagne les acteurs à l'amélioration de leurs pratiques de gestion durable des terres et de lutte contre la désertification, et à la construction d'une voix commune de la société civile sur ces questions, pour la rendre audible auprès des décideurs internationaux.

### PROJET FLEUVE

Le projet FLEUVE vise à accompagner les collectivités locales dans la planification et la mise en œuvre du développement, intégrant la gestion durable des terres, dans la zone de la Grande Muraille Vertes de cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad).

Deux composantes sont en place : une nationale comprenant des micro-investissements et une composante régionale, à la charge du CARI. Cette dernière a permis de construire de 2015 à 2017 un module de formation des collectivités locales au

montage de projet de GDT. Le module de formation a été construit de manière collective et collaborative, avec les réseaux de la société civile. Ses contenus et outils pédagogiques sont tirés des résultats d'enquête, d'forums et des travaux en ateliers régionaux.

Une extension du projet FLEUVE sur l'année 2018 a permis aux réseaux de la société civile, avec l'accompagnement du CARI, d'organiser une nouvelle

### Zoom sur le projet



*Titre : Projet Front Local Environnemental pour une Union Verte (composante régionale)*

*Période : Octobre 2015 – Décembre 2018*

*Budget bailleurs : 797 975 EUR - Union Européenne et Mécanisme Mondial*

*Porteur projet : CARI*

*Partenaires : SPONG/ReSaD (Burkina Faso), GCOZA/ReSaD (Mali), CNCOD/ReSaD (Niger), ENDA Energie/Drynet (Sénégal) et LEAD/RADDO (Tchad)*

form'action dans les 5 pays. Les communes ont été choisies parmi celle qui avaient bénéficié des composantes nationales du projet FLEUVE, orientées sur la réalisation de micro-projets d'investissements. D'octobre à décembre, des ateliers de capitalisation de toute la démarche du projet FLEUVE ont enfin été organisés dans chaque pays, rassemblant des représentants des communes bénéficiaires, des formateurs mobilisés et des institutions telles que la GMV. Animés par le CARI ces ateliers ont permis de discuter des acquis du projet FLEUVE, de récolter des propositions d'amélioration du module de form'action et de sa démarche.

## PROJET "REDUIRE LES ECARTS DANS LA GRANDE MURAILLE VERTE"

C'est sur la base de son expérience de la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte au Sahel, en appui à la société civile et aux collectivités, et en partenariat avec les institutions étatiques, que le ReSaD a été mobilisé pour intervenir dans ce projet en proposant des actions de renforcement des capacités :

- Deux formations sous-régionales sur les approches de gestion des paysages et de gestion durable des terres, plus précisément sur le pastoralisme transfrontalier dans le contexte de la GMV.
- Une formation régionale sur l'intégration de la GDT dans la planification territoriale et l'accompagnement des communes à sa mise en œuvre.
- Des formations de formateurs à l'utilisation du module de form'action des collectivités locales au montage de projets de GDT, dans 5 pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Tchad).

Ces actions ont permis au CARI et au ReSaD d'aborder le sujet du pastoralisme, en particulier transfrontalier, et ses apports à la lutte contre la désertification, en organisant le renforcement des capacités d'acteurs intervenant dans des zones concernées par les problématiques pastorales, et en faisant émerger des positions en faveur de sa meilleure prise en compte dans les initiatives publiques. Par ailleurs, La formation régionale sur l'intégration de la GDT dans la planification territoriale et les formations de formateurs se sont intégrées dans le processus démarré avec la form'action dans le projet FLEUVE, d'accompagnement des collectivités à la prise en main de leur rôle de pilote des territoires.

## LE CARI PARTICIPE AU FORUM SUR LA GRANDE MURAILLE VERTE

L'UICN, avec un appui du ReSaD, a organisé du 24 au 26 juillet 2018 un forum de dialogue entre Grande Muraille Verte et Société Civile. Ce forum a réuni une centaine d'acteurs de la société civile, des agences nationales de la Grande Muraille Verte et d'institutions (FAO, UA, UICN, etc.) de 10 pays. Ces acteurs ont échangé sur leurs contributions à la mise en œuvre de l'Initiative et débattu de la participation de la société civile à l'atteinte de ses



objectifs. Le CARI et le ReSaD (représenté au forum par ses quatre plateformes) avaient maintes fois appelé à une plus forte implication des OSC dans le pilotage et la mise en œuvre de l'Initiative GMV. Le forum leur a permis de détailler ces positions à plusieurs reprises lors des plénières et des travaux en groupe.

Parmi les principales recommandations du forum, il faut

### Zoom sur le projet

*Titre : Réduire les Ecart dans la Grande Muraille Verte : Relier les secteurs et les acteurs pour renforcer les synergies et le changement d'échelle*

*Période : juin 2016 – juin 2018*

*Budget bailleurs : 13 762 343 USD – Fonds pour l'Environnement Mondial*

*Porteur projet : UICN.*

*Le CARI a été un partenaire occasionnel du projet*



**BURKINA FASO - JOEY LE SOLDAT, UN RAPPEUR AU MESSAGE POSITIF**

retenir que le rapprochement entre société civile et GMV doit s'appuyer sur des approches collectives (mise en place de consortiums) et sur une vulgarisation plus large de la stratégie de l'initiative, de son cadre de résultats, voire de la mise en place de critères de labellisation de projets GMV. Le CARI et les membres du ReSaD ont salué l'organisation de ce forum qui a mis en place les bonnes conditions pour l'expression de la société civile dans sa diversité. Le réseau poursuivra les discussions avec l'UA, l'UICN et les agences nationales de la GMV sur l'articulation entre leurs actions et celles des OSC.

## **PROJET RESAD II**

En mai 2018, la deuxième phase de co-financement par l'AFD, de la structuration du réseau ReSaD s'est terminée. Ce projet ReSaD II, a été mis en œuvre au travers de deux axes :

- Le renforcement des capacités des OSC et des collectivités locales, à restaurer et à gérer durablement les terres ;
- L'amélioration des actions de plaidoyer communes des OSC et des collectivités locales.

Ces deux volets ont été réalisés par les plateformes membres du réseau, au travers d'activités dans les pays,

adaptées aux besoins des OSC et collectivités ciblées. Les plateformes se sont aussi organisées, sous la coordination du CARI, pour mener un renforcement des capacités et structurer un plaidoyer à l'échelle régionale. Cela a notamment été permis par les projets FLEUVE et « Réduire les écarts dans la GMV », grâce auxquels

## **Téléchargement**



### **• Les Nouvelles du ReSaD**

Collection des newsletters dédiées aux activités du réseau

### **• Clips musicaux sur la lutte contre la dégradation des terres**

La musique est le nouveau canal choisi pour sensibiliser largement à la gestion durable des terres au Sahel. Le ReSaD a ainsi collaboré avec trois artistes sahétiens : Joey le Soldat (Burkina Faso), Mariam Koné (Mali), Kildjate Moussa Algade (Niger) et un groupe français : Mundivago. Tous invitent les jeunes à s'investir dans l'avenir de leurs terres.

plusieurs rencontres et formations régionales ont été organisées. En termes de plaidoyer, l'action commune du ReSaD s'est articulée autour des grands rendez-vous du calendrier : COP 21 de la CCNUCC (en France), COP 12 puis COP 13 de la CNUCLD. Le ReSaD a contribué à la préparation de ces COP lors des sommet Désertif'actions 2015 et 2017.

L'évaluation externe du projet ReSaD II et du réseau a conclu que la visibilité du réseau et la reconnaissance de ses membres comme « acteurs incontournables » de la lutte contre la désertification se sont accrues. La capacité du réseau à accompagner des acteurs locaux (collectivités territoriales et société civile) à la prise en main de la lutte contre la désertification a notamment contribué à cette reconnaissance.

Pour la suite du réseau, l'évaluation externe a mis en relief la nécessité de renforcer et d'améliorer l'animation interne au réseau (dans les pays et entre les pays) pour que ses membres se l'approprient davantage et soient en mesure de le porter en dehors des phases de projet. Pour les trois prochaines années, le défi de la pérennisation du réseau sera donc à relever. Dans ce cadre, un nouveau projet a été déposé auprès de l'AFD dans la continuité de ce qui a été réalisé ces dernières années.

## Zoom sur le projet



*Titre : ReSaD II : Appui à une société civile organisée dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres*

*Période : Juin 2015 – Mai 2018*

*Budget bailleurs : 860 311 EUR, AFD, UE (FLEUVE), FEM (Réduire les Ecarts)*

*Porteur projet : CARI*

*Partenaires : SPONG/ReSaD (Burkina Faso), GTD/ReSaD (France), GCOZA/ReSaD (Mali), CNCOD/ReSaD (Niger)*

## ELEMENTS DE CAPITALISATION SUR LA DEMARCHE DU RESAD

Un document global de capitalisation a été rédigé sur la démarche initiée par le CARI et ses partenaires des réseaux autour de la form'action. En se penchant sur les résultats des activités menées depuis la construction du module (e-forums, ateliers régionaux) jusqu'aux ateliers nationaux de capitalisation ; le document fait ressortir les acquis des projets FLEUVE et « Réduire les Écarts dans la GMV » en termes d'intégration de la GDT dans la planification territoriale, de formation des collectivités au montage de projet et de financement des projets de GDT.

Le document explore également les perspectives pour approfondir l'accompagnement des collectivités afin de déployer la GDT dans les territoires, et qui s'articulent autour de trois axes :



**NIGER - KILDJATE MOUSSA ALGADE, LA TRANSE DU DÉSERT**



**MALI - MARIAM KONÉ CHANTE EN DIAOULA POUR TOUCHER PLUS LARGEMENT LES POPULATIONS RURALES**



**FRANCE - LE GROUPE MUNDIVAGO RÉINVENTE LE BAL POPULAIRE**

1 - Réfléchir à la pérennité des projets en intégrant dès la form'action des discussions concernant la sécurisation foncière des sites d'intervention, la gouvernance locale et la gestion économique des investissements et ressources naturelles ;

2 - Accompagner les communes sur la rédaction des documents de projets et la présentation des projets aux partenaires potentiels ;

3 - Accompagner les communes sur la mobilisation des financements.



## **ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS : l'action internationale s'organise aussi en France**

Il y a plusieurs possibilités d'agir pour les populations les plus démunies de la planète, soit par une action directe soit de façon indirecte. Le CARI, en parallèle de l'organisation d'actions directement tournées vers les acteurs locaux organisés, développe également des actions indirectes. En effet, de nombreux acteurs associatifs, mais aussi collectivités locales, entreprises ou scientifiques agissent directement auprès des populations. Dans ce cadre, le CARI souhaite se positionner depuis de nombreuses années pour faciliter l'action à travers la mise en réseau des acteurs, le renforcement de leur capacité d'action et le travail de plaidoyer.

### **LE GROUPE DE TRAVAIL DESERTIFICATION (GTD)**

Depuis 1999, le CARI anime le réseau multi-acteurs GTD qui regroupe au sein de ses membres des associations, collectivités locales, scientifiques et entreprises qui agissent pour la lutte contre la désertification (LCD). Le réseau est en étroite collaboration avec les pouvoirs publics afin de contribuer à faire avancer les questions de lutte contre la dégradation des terres au sein de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD).

Financé essentiellement par le Ministère de la transition écologique et de la solidarité ainsi que par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le GTD compte environ 15 membres actifs régulièrement avec un budget moyen annuel de 85 000 euros.

### **Une année 2018 axée sur le renforcement des capacités de ses membres**

L'année 2018 n'étant pas une année charnière concernant les rencontres officielles de la CNCULD, le GTD, s'est concentré sur la capitalisation d'information, sa diffusion, ainsi que sur l'échange d'expérience entre ses membres. Il a donc lancé en 2018 un chantier de capitalisation de fiche projet sur les actions de ses membres. Plus de 20 fiches ont pu être finalisées et mises en ligne sur son centre de ressources : [www.gtdesertification.org](http://www.gtdesertification.org). De même, le GTD a poursuivi sa capitalisation sur les techniques de LCD cette fois-ci et près de 20 fiches techniques sont disponibles sur le site. 2018 a aussi été l'occasion d'échanger sur le pastoralisme à travers une journée de réflexion sur les conflits entre éleveurs et forestiers, ainsi que de s'ouvrir à un nouveau public : les associations de migrants. Sous l'impulsion de la ville de Montreuil nouvellement membre du GTD et l'implication de Greenway, le GTD a organisé une session

de formation pratique à la lutte contre la désertification à Montreuil. Cette rencontre a permis de réunir plus de 50 participants.

Ces différentes actions montrent l'importance de développer un accompagnement auprès d'un certain nombre d'acteurs afin de les appuyer dans leur démarche à la fois à travers des appuis techniques, de montage de dossier ou de recherche de financement. Ce rôle, le GTD souhaite pouvoir l'endosser à la mesure des moyens humains dont il dispose. Dans ce cadre, il a présenté à l'occasion des 20 ans du CARI, le module de form'action au montage de projet de gestion durable des terres pour les collectivités locales au sud. Ce module a été réalisé avec l'ensemble des membres du ReSaD et avec l'appui du CIEDEL. Il a été notamment proposé au cours de cette rencontre de faire une présentation plus spécifique aux collectivités françaises afin de voir comment elles pourraient se l'approprier.

Le GTD a aussi proposé cette année à ses membres de se former à une technique d'animation à savoir le théâtre forum. Cette technique peut servir aussi bien dans l'animation de réunion, que pour des actions de sensibilisation, de résolution de conflit, ou à l'occasion de montages de projet de développement incluant plusieurs acteurs.

### **Une volonté affichée dans les rencontres internationales de positionner la société civile**

L'année 2018 a été une année moins dense en événements internationaux, pour autant, le GTD a participé à plusieurs rencontres internationales parmi lesquelles : la rencontre en juillet au Burkina Faso qui avait pour objectif de présenter l'Initiative de la Grande Muraille verte à la société civile afin qu'elle puisse se l'approprier. Cette rencontre a notamment été poussée au sein de l'Union africaine par le GTD et ses partenaires du ReSaD.

Le GTD a également participé au sommet des chefs d'Etat du Sahel à Niamey sur les questions du climat à travers l'association Danaya.

### **UNE ACTION SOUHAITEE PLUS FORTE EN REGION OCCITANIE**

Le CARI est membre du réseau régional multi-acteurs Occitanie coopération, dont il est devenu administrateur depuis 2017, ainsi que d'Agropolis international (association regroupant les acteurs de la recherche agronomique pour le développement) dont il est membre du Conseil d'administration depuis 2016 ainsi que représentant du collège F de la société civile.

Le CARI en discussion avec ses deux acteurs, mais aussi la Région Occitanie souhaite faire le lien entre ses actions nationales et internationales sur la lutte contre la dégradation des terres en développant au sein d'Occitanie coopération un groupe thématique autour de l'agriculture durable. Il s'agirait de développer des échanges réguliers entre les acteurs de la région agissant sur cette thématique afin de renforcer les capacités des



acteurs et de faciliter les liens entre la recherche, les associations, les entreprises et les collectivités. L'objectif est de pouvoir améliorer voire mutualiser les actions des acteurs et avoir une efficacité plus forte et plus durable sur les territoires d'actions.

### **ANTENNE MEDITERRANEE DU PS-EAU : PERENNISER L'ACCES A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Le Programme Solidarité Eau est un réseau de partenaires dédié à l'accompagnement des acteurs du Sud pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. Le CARI anime l'antenne Montpellier du pS-Eau.

Durant l'année 2018, le partenariat entre le pS-Eau et Occitanie coopération s'est poursuivi et de nombreuses activités ont pu être développées :

- Une formation sur la prise en compte de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les projets de développement à Narbonne ;
- Une formation aux techniques d'assainissement à Montpellier ;
- La participation à l'Agora d'Occitanie coopération avec l'animation d'un atelier sur le 1 % eau, déchet et électricité ;
- Une journée d'échange avec les Métropoles du Sud de la France sur la mise en œuvre de la loi Oudin.

Comme chaque année un travail important d'accompagnement de différents acteurs de la région a eu lieu avec de nouveaux acteurs accompagnés comme AGIR ABCD avec un projet au nord du Togo ou l'association Bages Jalboun en Palestine.

En 2018, le CARI au nom du GTD a participé également aux réunions préparatoires du Sommet des deux rives (sommet des chefs d'Etat des pays du 5+5 de la Méditerranée) qui aura lieu à Marseille le 24 juin 2019. A cette occasion, le CARI a fortement poussé à ce que la thématique eau soit abordée dans cette rencontre, du fait de son caractère crucial pour la région, et notamment à travers la thématique de la réutilisation des eaux usées.



© CARI / Michel Herrmann

## AGROÉCOLOGIE

### INTERVENTION DU CARI DANS LA REGION D'AGADEZ

Françoise Boutonnet, vice-présidente et cofondatrice du CARI, ainsi que Michel Herrmann, administrateur au CARI, se sont rendus à Agadez (Niger) pour apporter une formation aux techniques agroécologiques à trois associations locales. Françoise, en tant que coordinatrice logistique et Michel, en tant que formateur, lui-même agriculteur biologique spécialisé dans la production de plants maraîchers. L'objectif de cette semaine était de dispenser une formation d'initiation à l'agroécologie et de prendre contact avec des associations locales dans le cadre de la mise en place d'un éventuel partenariat sur un plus long terme. Cette mission a été motivée par des attentes spécifiques et urgentes : apport de solutions immédiates à la problématique de la pollution au nitrate, enseignement de l'ensemble des aspects d'une exploitation agricole.

Ce stage fait suite à la demande de trois associations locales :

- L'association ALMADEINA, association pour la sauvegarde et la réhabilitation des palmeraies au Niger, est située à Ingall. Cette association est référente du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis

(RADD) au Niger et est principalement spécialisée dans la culture de palmiers dattiers, située à INGALL ;

- L'association ADESS, Association pour le Développement de l'Education et la Sauvegarde de la Santé, est située sur le plateau de Bagzam et regroupe plusieurs villages. En plus de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations rurales, en luttant notamment contre l'analphabétisme, les agriculteurs du plateau sont des producteurs d'oignons pour une expédition à l'international, avec des semences d'ail et des pommes de terre ;

### Zoom sur le projet



*Partenaires opérationnels : administrateurs du CARI*

*Pays d'intervention : Niger*

*Bailleurs : donateur anonyme*

*Budget : 10 000 euros*

*Durée du projet : 15 jours*



## En savoir plus



### • Actualité sur la rencontre d'Agadez sur le site du CARI

• La coopérative TARTIT, est située à Amantadante, dans la plaine de l'IGHAZER. Elle propose une production de tomates séchées, du maraîchage, des céréales avec la création d'une palmeraie. Elle se spécialise en agriculture durable depuis une dizaine d'années.

De plus, étaient présents deux Directeurs Communaux de l'Agriculture sur la demande express des agriculteurs, Monsieur Souleymane Alchina de Tabelot et Monsieur Aboubakar Alkassoum d'Ingall.

C'est au total entre 18 et 20 personnes qui, durant ces 5 jours de formation, se sont investies et intéressées à différentes thématiques, telles que la fabrication de compost, le greffage, la production de semences de qualité, la préparation d'insecticides naturels, les différentes techniques de protection du sol, l'arrosage, etc. Pour certains, la traduction du français en Tamachek était assurée par les responsables des associations.

### Organisation de la formation

Afin de dispenser des formations denses sur les bases d'agronomie, de notion de physique et de chimie, mais aussi pour des raisons de conditions climatiques difficiles, les journées sont en deux temps :

- Le matin : approche pratique sur les techniques agroécologiques avec un atelier dans un jardin proposé par un jardinier, qui a pu profiter ainsi de la formation dans la périphérie d'Agadez à Alhacès. Dans la pépinière de l'institut agricole régional, le responsable nigérien a pu faire une démonstration de greffage sur un manguiers ;
- L'après-midi : approche théorique en intérieur, dans les locaux de la direction régionale de l'agriculture. Le but était de reprendre les ateliers de la matinée par une approche plus formelle en y ajoutant des aspects scientifiques et techniques.

L'implication importante des acteurs sur place, leur curiosité ainsi que leurs questionnements, ont confirmé la prise de conscience du risque de dégradation qualitative de leurs terres. Associations et agriculteurs locaux ont intégré une dynamique de changement et de remise en question pour la conservation de leur patrimoine, par des alternatives agroécologiques autant reconnues que réalisables. Ils partagent une forte volonté pour l'apprentissage de nouvelles techniques, pour l'évolution vers des pratiques agricoles plus écologiques et pour la suppression au plus tôt des intrants polluants. Enfin, il s'est avéré que toutes ces associations n'avaient encore jamais travaillé ensemble ou très peu et cette formation leur a permis de réfléchir à une éventuelle collaboration future.



© CARI / Michel Herrmann



© CARI / Michel Herrmann



© CARI / Michel Herrmann

### LES AVANCES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSITIONS AGROÉCOLOGIQUES

Le Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE), a été créé début 2016 par le Gret, AVSF, Agrisud et le CARI, s'est donné pour objectif de construire une méthodologie commune pour l'évaluation des pratiques agroécologiques. Il s'agit d'évaluer à la fois les facteurs favorables et défavorables à l'expérimentation et au développement de l'agroécologie, les impacts agro-environnementaux des pratiques agroécologiques (fertilité des sols, végétation, biodiversité, etc.) et leurs impacts socio-économiques (revenus agricole, valeur ajoutée, emploi, sécurité alimentaire, etc.).

L'année 2018 a été l'occasion pour le GTAE de valoriser les travaux réalisés l'année précédente, à savoir les actes de l'atelier d'échanges et de constructions méthodologique des 14 et 15 décembre 2017 à Paris, ainsi que les résultats de l'étude du projet CALAO mené en 2017 (rapport complet et synthèse). Sur la base de ces expériences et de celles de chacun des membres du



© CARI / G eraldine Allemand

GTAE, un chantier d'écriture d'un «Mémento de l'évaluation des pratiques agroécologique » a été lancé en 2018. Ce chantier, sous financement AFD, permettra de produire un outil diffusable et mobilisable dans le cadre de nouveaux projets, donc le projet OSCAR, porté par le GTAE et dont la note de manifestation d'intérêt a été accepté.

Le projet OSCAR complet sera déposé pour traitement auprès de l'AFD au premier semestre 2019. Les membres du GTAE ont aussi assuré une présence à différents événements majeurs sur l'agroécologie, afin de présenter les travaux réalisés et d'asseoir la place du GTAE sur cette thématique (réunion d'experts sur l'évaluation de l'agroécologie à Rome en octobre...).

Cette année 2018 a donc été pour le GTAE une année de capitalisation et de diffusion des acquis, visant à rendre diffusable les avancées que le groupe a réalisé sur la question qu'il traite, ainsi qu'une année de préparation de l'avenir, avec la préparation d'un nouveau projet. Le CARI, en tant que partie prenante dans ce collectif, a joué son rôle et poursuivis son implication sur l'ensemble des chantiers engagés.

## Zoom sur le projet



*Titre : Groupe de travail sur les Transitions Agroécologiques (GTAE)*

*Membres (fondateurs) : CARI, Agrisud International, AVSF, GRET*

*Année de création : 2016*

*Bailleurs : AFD, FFEM, CEDEAO*

*Cofinancements : CARI, Agrisud international, AVSF, GRET*

## Téléchargement



- **Agroécologie : méthodes pour évaluer ses conditions de développement et ses effets**

Actes de l'atelier d'échanges et constructions méthodologiques des 14 et 15 décembre 2017, CARI, AVSF, Agrisud International, GRET. Existe en français et en anglais.

- **Mémento : bientôt disponible en ligne**

## LE PROJET AVACLIM - UNE VOIE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ZONES SÈCHES

Comme son nom l'indique, le projet AVACLIM, " Une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches", a pour objectif d'amener divers acteurs (praticiens, scientifiques, décideurs et grand public) à diffuser les pratiques agroécologiques dans les zones arides, afin d'y assurer la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables.

En effet, l'agroécologie semble particulièrement pertinente en zone aride : elle permet un maintien de la biodiversité, une restauration des terres ainsi qu'une atténuation et une adaptation au changement climatique dans ces régions qui sont généralement pauvres, où les contraintes physiques sont importantes et qui sont particulièrement menacées par le réchauffement climatique et l'insécurité alimentaire.

### La démarche

Afin que cela ne constitue pas un énième projet ponctuel et local, les barrières au déploiement de ces initiatives agroécologiques ont été identifiées et ont servi de base à la conception du projet AVACLIM, qui se structure autour de 4 composantes :

- Une capitalisation des différentes initiatives agroécologiques et la mise en lien des différents acteurs et praticiens de l'agroécologie ;
- L'évaluation de ces initiatives par un consortium de scientifiques, d'un point de vue agronomique et socio-économique, afin de créer un référentiel sur lequel les décideurs peuvent s'appuyer ;
- Un plaidoyer auprès des acteurs politiques nationaux mais également auprès des bailleurs et institutions internationales ;
- Une large diffusion des expériences existantes, d'une grille d'évaluation utilisable par tous et d'un référentiel scientifiquement validé.

Sept pays du Sud de différentes régions du monde sont directement impliqués dans le projet via une association sur le terrain : Afrique du Sud (EMG), Maroc (Agrisud International), Burkina Faso (ARFA), Brésil (Caatinga), Sénégal (ENDA PRONAT), Ethiopie (ISD), Inde (GBS). Par ailleurs, le consortium scientifique français coordonné par l'IRD travaillera en étroite collaboration avec les scientifiques de ces pays. Ce projet entend dépasser les barrières linguistiques entre communautés anglophones et francophones ainsi que les barrières entre la communauté scientifique et la société civile et la segmentation entre les différentes initiatives existantes.

### L'état d'avancement en 2018

Les premières discussions autour de ce projet datent de 2012. Après un travail collaboratif d'écriture de 2 ans, le projet a été soumis à différents bailleurs avec une acceptation de financement de 30 % par le FFEM en 2015. Suite au désistement du co-bailleur de l'époque (la



coopération suisse), le projet a donc été mis en « stand by » jusqu'à pouvoir identifier un nouveau bailleur complémentaire. En 2017, le GEF (Global Environment Facility) a manifesté son intérêt pour le projet, et le CARI a travaillé de concert avec la FAO (agence de mise en œuvre pour le GEF) pour retravailler le document de projet à destination du GEF. Ce travail s'est déroulé sur l'année 2018, avec l'appui d'une consultante dès début juillet 2018. Un atelier organisé par le CARI mi-juillet 2018 a réuni les responsables de composantes d'AVACLIM, le FFEM et la FAO afin de recalibrer la logique d'intervention du projet. Le travail d'écriture narrative et budgétaire s'est poursuivi jusqu'à fin décembre.

Le projet a été soumis début 2019 au FFEM (pour confirmation de leur engagement) et au GEF. Si tout se déroule comme souhaité, le projet AVACLIM démarrera au dernier trimestre 2019.

### Zoom sur le projet



*Titre : AVACLIM, Une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches*

*Porteur du projet : CARI*

*Partenaires opérationnels : EMG, Agrisud International, ARFA, Caatinga, ENDA PRONAT, ISD, GBS, IRD, Both-Ends*

*Pays d'intervention : Afrique du Sud, Maroc, Burkina Faso, Brésil, Sénégal, Ethiopie, Inde*

*Bailleurs : FFEM, GEF (sous réserve d'acceptation en comité)*

*Cofinancements : CARI, FAO, IRD*

*Budget : 3 144 570 euros*

*Durée du projet : 3.5 ans*

*Démarrage espéré : juin 2019*

# - Budget et organisation -

2018 a été l'étape finale dans la construction d'une nouvelle organisation interne du CARI qui doit lui permettre de poursuivre son action de façon plus efficiente. Les éléments cités ci-après détaillent l'équipe en 2018.

## - L'EQUIPE -

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Patrice Burger, Président fondateur
- Antoine Cornet, Vice-Président, Directeur de recherche retraité
- Alain Catherine, Secrétaire, Agriculteur retraité
- Jacques Prade, Trésorier
- Françoise Boutonnet, Vice Présidente en charge de la vie associative, retraitée
- Fabien Boulter, Chargé de Mission Enseignement Supérieur & Recherche à Nîmes Métropole
- Sylvain Berton, Directeur des programmes d'Agrisud International
- Omar Bessaoud, Enseignant Chercheur IAMM
- Marc Dufumier, Agronome, Professeur Emerite AgroParisTech
- Michel Herrmann, Agriculteur biologique
- André Marty, Sociologue Pastoraliste retraité
- Robert Morez, Consultant international en agroécologie
- Mélanie Requier, Enseignante Chercheuse
- Emilie Rousselou, Productrice de spiruline

### PERMANENTS

- Co-directeur en charge des affaires générales : Christophe Brossé
- Co-directrice en charge de la communication : Géraldine Allemand
- Co-directeur en charge de la thématique Oasis : Jean-Baptiste Cheneval
- Co-directrice en charge de la thématique Désertification : Adeline Derkimba
- Responsables administratif et financier : Charlotte Mars et Aude Bonleu
- Chargée de mission Oasis et coordinatrice du réseau RADD0 : Mathilde Bourjac
- Assistante à la coordination du ReSaD : Manon Albagnac
- Chargé de mission Algérie : Ahamed Yahaya
- Chargée de mission Mauritanie : Manon Maunoir
- Chargée de mission Tunisie : Flora Ben Chekroun
- Chargée de mission Maroc : Lilia Daoud
- Chargé de mission Désertif'actions 2019 : Amory Lumumba

### STAGIAIRES ET SERVICES CIVIQUES

- **Sacha Bronfort, service civique en tant que Assistant animation GTD :**

"Diplômé d'une université belge en Sciences et Gestion de l'Environnement dans les Pays en Développement (ULiège), j'ai décidé d'intégrer le CARI pour acquérir de l'expérience professionnelle. Au sein de cette association à taille humaine mais à réputation internationale, j'ai pu travailler sur des dossiers très divers : appui à la communication, rédaction fiches projet/technique/papiers de position, gestion de bénévoles, préparation d'activités... Ce fut une expérience riche en apprentissages et en rencontres. Nos chemins se croiseront sans doute à nouveau !"

- **Margaux Daniels, stagiaire en soutien au projet AVACLIM :**

"Jeune diplômée belge en Environnement pour les Pays en Développement, je rêve de travailler dans une association de lutte pour l'environnement et pour de meilleures conditions de vie dans les pays du Sud. C'est dans cette démarche que je suis venue vivre une expérience au CARI, association ancrée dans le paysage rural de l'Hérault, de taille modeste mais avec une portée internationale en faveur de la sauvegarde des terres en zone aride. J'y ai appuyé le montage d'un projet passionnant : AVACLIM, projet qui vise le déploiement des pratiques agroécologiques en zone sèche. Ce stage m'a permis, notamment, de mieux connaître le milieu du développement et son tissu d'acteurs mais a surtout confirmé mon envie de persévérer dans cette voie, et plus spécifiquement dans la voie systémique et multi-dimensionnelle de l'agroécologie. J'y ai également fait la rencontre de personnes avec qui j'espère conserver un lien dans l'avenir. Cette expérience constitue donc un cap pour mon parcours professionnel et personnel. "

- **Estelle De Marco, service civique en soutien à la communication et aux événements**

- **Anaëlle Albert, stagiaire en tant que soutien à la coordination du RADD0**



## " PAROLES D'ANCIENS "

*L'équipe du CARI remercie tous ses stagiaires, services civiques, volontaires et bénévoles qui ont grandement participé à rendre l'année 2018 aussi dynamique que belle !*

*Merci pour votre implication et votre soutien ! Nous vous souhaitons de très belles réussites dans l'avenir.*

### BENEVOLES

Le CARI compte parmi ses bénévoles : Félix Bonnin, Betty Comte, Lucie Cugerone, Lynn Erselius, Alexandra Le Moniet, Kilafimiché « Bill » Hounmenou, Eve-Anna Sanner, Sandra Robert et Mathieu Van Hoy.

- Félix Bonnin, bénévole au CARI et étudiant en Master 2 de pédologie à Montpellier SupAgro :

*" Me rendre utile ! "*

J'ai découvert le CARI en cherchant comment mettre à profit mes connaissances en sciences du sol pour une cause qui m'importe : la dégradation des terres au Sahel, qui a pour conséquence la désertification de vastes territoires. Pour le CARI, j'élabore des fiches techniques sur des savoirs et des pratiques paysannes traditionnelles de gestion des sols et des eaux pour lutter contre la désertification des terres. Cela a quelque chose de gratifiant de compiler un savoir vieux de plusieurs dizaines, voire centaines d'années ! Me rendre utile tout en approfondissant mes connaissances agronomiques et pédologiques, voilà tout le sens de mon activité en tant que bénévole pour le CARI."



# BUDGET

## BILAN AU 31/12/2018

ACTIF		PASSIF	
898 592 €		898 592 €	
IMMOBILISATIONS	487 €	81 465 €	FONDS ASSOCIATIFS
STOCKS	8 393 €		DETTE FOURNISSEURS
ACOMPTES VERSÉS	931 €		
CRÉANCES USAGERS	1 089 €		
AUTRES CRÉANCES	683 826 €	801 818 €	AUTRES DETTES
TRÉSORERIE	203 866 €		

FONDS DE ROULEMENT	80 978 €	EXCÉDENT EN F.R.	122 888 €	TRÉSORERIE	203 866 €
--------------------	----------	------------------	-----------	------------	-----------

## SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ

	2014	2015	2016	2017	2018
Produits de fonctionnement	625 805 €	882 283 €	779 006 €	690 153 €	821 257 €
Marge globale	-255 654 €	-274 601 €	-274 488 €	-269 680 €	-362 189 €
Charges de fonctionnement	120 023 €	349 167 €	223 423 €	194 524 €	156 290 €
Impôts et taxes	882 €	913 €	1 226 €	890 €	889 €
Charges de personnel	267 109 €	286 138 €	297 304 €	226 367 €	277 399 €
Dotations aux amortissements	213 €	297 €	473 €	655 €	438 €
Résultat courant non financier	-14 327 €	-20 439 €	-12 467 €	-20 332 €	21 222 €
Résultat financier	911 €	870 €	664 €	1 043 €	620 €
Résultat courant	-13 416 €	-19 568 €	-11 803 €	-19 289 €	21 841 €
Résultat exceptionnel	16 434 €	12 600 €	9 636 €	6 172 €	3 417 €
Résultat de l'exercice	3 018 €	-6 968 €	-2 167 €	-13 117 €	25 258 €

# PARTENARIATS

Une des principales forces du CARI est de pouvoir s'appuyer sur un réseau de partenaires en France et à l'international. Pour remplir ses missions, le CARI travaille en collaboration avec de multiples partenaires comprenant des associations, des collectivités locales, des institutions nationales et internationales, des scientifiques, des privés...

Il s'implique également dans des dynamiques collectives pour contribuer au partage d'expériences, faciliter la concertation et l'échange entre les acteurs, agir sur les politiques ou programmes de développement majeurs et faire avancer les causes d'intérêt général qu'il défend au travers l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer.

## - BAILLEURS ET PARTENAIRES -



## - RÉSEAUX -



Le CARI est accrédité auprès de la Convention des Nations unies sur la Lutte contre la Désertification et la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

Le CARI est membre :



Retrouvez toutes les actualités du CARI et  
notre centre de ressources en ligne sur

[www.cariassociation.org](http://www.cariassociation.org)



Rejoignez notre dynamique collective

*Devenez adhérent!*

Depuis 1998, le CARI, porté par des pionniers en matière d'agroécologie et de lutte contre la dégradation des terres, s'investit pour la sauvegarde des patrimoines nourriciers des milieux arides et fragilisés.

Adhérer au CARI, c'est avant tout rejoindre des personnes motivées et actives, regroupées autour d'un projet associatif nourri d'un engagement humaniste et solidaire.



Les réseaux d'acteurs coordonnés par le CARI



Groupe Travail Désertification



Réseau Sahel  
Désertification



RADO  
RESEAU ASSOCIATIF  
DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES OASIS

[www.gtdesertification.org](http://www.gtdesertification.org)

[www.resad-sahel.org](http://www.resad-sahel.org)

[www.raddo.org](http://www.raddo.org)



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

12 rue du courreau, 34380 Viols-le-Fort, France

+33 (0)4 67 55 61 18 | [contact@cariassociation.org](mailto:contact@cariassociation.org)

[www.cariassociation.org](http://www.cariassociation.org) 